

« SOUS NOS YEUX »

Le prix de la vérité

par Thierry Meyssan

Alors que la presse internationale traite les informations d'Edward Snowden comme des révélations sur le programme PRISM et feint de découvrir ce que tout le monde pouvait savoir depuis longtemps, Thierry Meyssan s'intéresse au sens de cette rébellion. De ce point de vue, il attache beaucoup plus d'importance au cas du général Cartwright, également mis en examen pour espionnage.

RÉSEAU VOLTAIRE | 1ER JUILLET 2013

PORTUGUÊS ENGLISH ITALIANO ESPAÑOL



Ancien commandant de la force de frappe US, ancien chef d'état-major adjoint interarmes, ancien conseiller militaire du président Obama, le général Cartwright est accusé d'espionnage : il aurait fait fuiter au New York Times des informations sur la guerre secrète contre l'Iran de manière à prévenir une guerre inutile.

Les fonctionnaires états-uniens, civils ou militaires, qui encourent 30 ans minimum de réclusion pour avoir révélé à la presse des secrets d'État US, sont-ils des « *lanceurs d'alerte* » exerçant un contre-pouvoir dans un système démocratique ou des « *résistants à l'oppression* » d'une dictature

militaro-policière ? La réponse à cette question ne dépend pas de nos propres opinions politiques, mais de la nature de l'État US. Cette réponse change totalement si l'on se concentre sur le cas de Bradley Manning, le jeune soldat gauchiste de *Wikileaks*, ou si on y intègre le cas du général Cartwright, conseiller militaire du président Obama, mis en examen jeudi 27 juin 2013 pour espionnage.

Ici, un retour en arrière est nécessaire pour comprendre comment on passe de l'« *espionnage* » au profit d'une puissance étrangère à la « *déloyauté* » face à une organisation criminelle qui vous emploie.

Pire que la censure : la criminalisation des sources

Le président des États-Unis et Prix Nobel de la paix, Woodrow Wilson, tenta de donner à l'Exécutif le pouvoir de censurer la presse lorsque la « *sécurité nationale* » ou la « *réputation du gouvernement* » sont en jeu. Dans son discours sur l'état de l'Union (7 décembre 1915), il déclara : « *Il y a des citoyens des États-Unis ... qui ont versé le poison de la déloyauté dans les artères mêmes de notre vie nationale, qui ont cherché à traîner l'autorité et la bonne réputation de notre gouvernement dans le mépris ... à détruire nos industries ... et à avilir notre politique au profit d'intrigues étrangères Nous sommes sans lois fédérales adéquates Je vous exhorte à faire rien de moins que de sauver l'honneur et le respect de soi de la nation. De telles créatures de la passion, de la déloyauté, et de l'anarchie doivent être écrasées* » [1].

Cependant, le Congrès ne le suivit pas immédiatement. À la suite de l'entrée en guerre des États-Unis, il vota l'*Espionage Act*, reprenant l'essentiel de l'*Official Secrets Act* britannique. Il ne s'agit plus de censurer la presse, mais de lui couper l'accès à l'information en interdisant aux dépositaires des secrets d'État de les communiquer. Ce dispositif permet aux Anglo-Saxons de se

présenter comme des « *défenseurs de la liberté d'expression* », alors qu'ils sont les pires violateurs du droit démocratique à l'information, défendu constitutionnellement par les pays scandinaves.

Le silence, pas le secret

De la sorte, les Anglo-Saxons restent moins bien informés de ce qui se passe chez eux que ne peuvent l'être les étrangers. Par exemple, durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada purent ainsi maintenir le secret chez eux sur le Projet Manhattan de construction de la bombe atomique, alors qu'il employait 130 000 personnes pendant 4 ans et qu'il était largement pénétré par les services secrets étrangers. Pourquoi ? Parce que Washington ne préparait pas cette arme pour cette guerre, mais pour la suivante, contre l'Union soviétique. Comme l'ont montré les historiens russes, la capitulation du Japon fut reportée jusqu'à ce qu'Hiroshima et Nagasaki soient détruites, comme avertissement à l'URSS. Si les États-Uniens avaient su que leur pays disposait d'une telle arme, leurs dirigeants auraient eu à l'utiliser pour en finir avec l'Allemagne et non pas pour menacer l'allié soviétique au détriment des Japonais. En réalité, la Guerre froide commençait avant la fin de la Seconde Guerre mondiale [2].

En matière de secret, on observera que Staline et Hitler furent informés du Projet Manhattan dès son lancement. Ils disposaient en effet d'agents dans la place. Tandis que Truman n'en fut pas informé en sa qualité de vice-président, mais seulement au dernier moment, après le décès du président Roosevelt.

La véritable utilité de l'*Espionage Act*

Quoi qu'il en soit, l'*Espionage Act* ne traite que secondairement d'espionnage comme le montre sa jurisprudence.

En période de guerre, il sert à sanctionner les opinions

dissidentes. Ainsi, en 1919, la Cour suprême a admis dans les affaires *Schrenck contre États-Unis*, et *Abrams contre États-Unis* que le fait d'appeler à l'insoumission ou à ne pas intervenir contre la Révolution russe tombait sous le coup de l'*Espionage Act*.

En période de paix, la même loi sert à empêcher les fonctionnaires à rendre publics un système de fraudes ou des crimes commis par l'État, même lorsque leurs révélations sont déjà connues, mais pas encore attestées.

Sous l'administration de Barack Obama, l'*Espionage Act* aura été invoqué 8 fois, un record en temps de paix. Laissons de côté le cas de John Kiriakou, un officier de la CIA qui a révélé l'arrestation et la torture d'Abou Zoubeida. Loin d'être un héros, Kiriakou est en réalité un agent provocateur de l'Agence chargé de faire accroire le public aux pseudos aveux extorqués à Zoubeida pour justifier a posteriori la « lutte contre le terrorisme » [3].

Éliminons également le cas de Shamal Leibowitz, dans la mesure où ses révélations ne furent jamais diffusées au public. Restent 6 cas qui nous enseignent sur le système militaro-policiier US.

Stephen Jin-Woo Kim a confirmé à *Fox News* que la Corée du Nord préparait un test nucléaire, malgré les menaces US ; une confirmation qui ne portait aucun tort aux USA sinon celui de souligner leur incapacité à se faire obéir par la Corée du Nord. Dans un autre contexte, cette information avait déjà été diffusée par Bob Woodward sans provoquer de réactions.

Thomas Andrew Drake a révélé la gabegie du programme *Trailblazer* à un membre de la Commission du Renseignement de la Chambre des représentants. Il lui a été reproché d'avoir informé les parlementaires chargés de surveiller les agences de renseignement de ce que la NSA jetait secrètement des milliards par les fenêtres. *Trailblazer* visait à trouver un moyen d'implanter des virus sur n'importe quel ordinateur ou téléphone portable. Il n'a jamais fonctionné.

Dans la même veine, Edward Snowden, un employé du cabinet juridique Booz Allen Hamilton, a rendu publics divers documents de la NSA attestant de l'espionnage US en Chine aussi bien que de

celui des invités au G20 britannique. Surtout, il a montré l'ampleur du système d'écoutes militaire des téléphones et du web, auquel nul ne peut échapper fut-il président des États-Unis. La classe politique US le décrit comme « *un traître à abattre* », uniquement parce que ses documents empêchent la NSA de continuer à nier devant le Congrès des activités connues de tous de longue date.

Bradley Manning, un simple soldat, a transmis à *Wikileaks* les vidéos de deux bavures de l'armée, 500 000 rapports de renseignement des bases militaires en Afghanistan et en Irak, et 250 000 câbles sur les renseignements recueillis par les diplomates US lors de conversations avec des hommes politiques étrangers. Rien de tout cela n'a d'importance capitale, mais cette documentation donne une piètre idée des ragots récoltés par le département d'État et qui servent de base à sa « *diplomatie* ».

Jeffrey Alexander Sterling est un employé de la CIA qui révéla au *New York Times* « *l'Opération Merlin* ». Plus étonnant, le général James Cartwright était le numéro 2 des armées, en sa qualité de chef d'état-major adjoint interarmes, et un conseiller proche du président au point d'être surnommé « *le général d'Obama* ». Il aurait révélé, l'an dernier, au *New York Times* « *l'Opération Jeux Olympiques* », et vient d'être placé sous enquête, selon CNN.

Sterling et Cartwright ne croient pas au mythe israélien de « *la bombe atomique des mollahs* ». Ils ont donc tenté de désamorcer la guerre dans laquelle Tel-Aviv tente de précipiter leur pays. « *L'Opération Merlin* » consistait à faire parvenir à l'Iran de fausses informations sur la fabrication de la bombe. En réalité, il s'agissait de pousser l'Iran à engager un programme militaire nucléaire de manière à justifier *a posteriori* l'accusation israélienne [4]. Quant à « *l'Opération Jeux Olympiques* », elle consistait à implanter les virus Stuxnet et Flame dans la centrale de Natanz, pour en perturber le fonctionnement, notamment les centrifugeuses [5]. Il s'agissait donc de bloquer le programme nucléaire civil de l'Iran. Aucune de ces révélations n'a porté atteinte aux intérêts US, mais aux ambitions d'Israël.

De grands résistants

Une opposition de salon nous présente les hommes mis en cause au nom de l'*Espionage Act* comme des « lanceurs d'alerte » (*whistleblower*), comme si les États-Unis d'aujourd'hui étaient une réelle démocratie et qu'ils alertaient les citoyens de quelques erreurs à corriger. En réalité, ils nous apprennent qu'aux États-Unis, du simple soldat (Bradley Manning) au numéro 2 des armées (le général Cartwright), des hommes tentent comme ils le peuvent de lutter contre un système dictatorial lorsqu'ils découvrent en être un rouage. Face à un système monstrueux, ils sont à placer au niveau de grands résistants comme l'Amiral Canaris ou le comte de Stauffenberg.

Thierry Meyssan

[1] "There are citizens of the United States ... who have poured the poison of disloyalty into the very arteries of our national life ; who have sought to bring the authority and good name of our Government into contempt ... to destroy our industries ... and to debase our politics to the uses of foreign intrigue.... [W]e are without adequate federal laws.... I am urging you to do nothing less than save the honor and self-respect of the nation. Such creatures of passion, disloyalty, and anarchy must be crushed out."

[2] « La Seconde Guerre mondiale aurait pu prendre fin en 1943 » « Si l'Armée rouge n'avait pas pris Berlin... » et « La Conférence de Yalta offrait une chance qui n'a pas été saisie », entretien de Viktor Litovkine avec Valentin Faline, *Ria-Novosti/Réseau Voltaire*, 30 mars, 1er et 6 avril 2005.

[3] « Abou Zoubeida, la "balance d'Al-Qaida" », et « La torture occultée : Lee Hamilton, John Brennan et Abou Zoubeida », par Kevin Ryan, Traduction Maxime Chaix, *Réseau Voltaire*, 17 janvier et 25 février 2013.

[4] *State of War : The Secret History of the CIA and the Bush Administration*, par James Risen, Free Press, 2006.

[5] « Obama Order Sped Up Wave of Cyberattacks Against Iran », par David E. Sanger, *The New York Times*, 1er juin 2012. « Did America's Cyber Attack on Iran Make Us More Vulnerable ? », par Marc Ambinder, *The Atlantic*, 5 juin 2012. « The rewards (and risks) of cyber war », par Steve Call, *The New Yorker*, 7 juin 2012. « U.S., Israel developed Flame computer virus to slow Iranian nuclear efforts, officials say », par Ellen Nakashima, Greg Miller et Julie Tate, *The Washington Post*, 19 juin 2012.

Source : « Le prix de la vérité », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 1er juillet 2013, www.voltairenet.org/article179172.html